

LA LÉGALITÉ DU MANDAT D'EXPULSION LANCÉ CONTRE M<sup>me</sup>  
DOROTHY HERTZBERG—L'ÉTAT MENTAL DE L'INTÉRESSÉE

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre s'attend à ce qu'un ordre d'extradition servi contre une débile mentale soit valide.

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je suis tout à fait conscient des difficultés que cela présente et nous tentons de les évaluer avec les conseils et les concours des autorités médicales.

\* \* \*

### LES PORTS NATIONAUX

VANCOUVER—LA DÉCISION DU CONSEIL DANS LE CAS DE  
CERTAINES ENTREPRISES—LES PERTES SUBIES PAR LA  
VILLE—LES INTENTIONS DU MINISTRE

**M. John A. Fraser (Vancouver-Sud):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné que le Conseil des ports nationaux a essayé de reclasser certaines sociétés installées sur les jetées Centennial, Ballantyne et Lapointe faisant ainsi perdre environ un demi-million de dollars de taxes municipales à la ville de Vancouver, le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère était au courant de cette manœuvre sournoise et l'a appuyée? J'ai averti le ministre de la question.

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question. Aux termes de la loi, le Conseil des ports nationaux peut accorder une compensation de taxes lorsqu'il y a désaccord entre la ville et le Conseil comme dans le cas présent. Il y a droit d'appel auprès du conseil provincial d'évaluation; c'est à ce conseil qu'il faut s'adresser pour faire modifier la décision.

**M. Fraser:** Le ministre peut-il assurer la Chambre qu'il s'occupe personnellement de cette question qui inquiète la ville de Vancouver? Cette situation résulte directement des démarches d'un membre du Conseil des ports nationaux qui a conclu de prétendus contrats de service pour éviter que les sociétés soient classées comme occupants du port.

**M. Marchand (Langelier):** Monsieur l'Orateur, ce matin même mon secrétaire parlementaire, le député fort bien connu de Saint-Boniface, a rencontré le maire de Vancouver et les membres du Conseil des ports nationaux.

\* \* \*

### LES AÉROPORTS

TORONTO—LE CONFLIT ENTRE LE SERVICE DE LIMOUSINE ET  
LES TAXIS PRIVÉS—L'OPPORTUNITÉ D'UN RENVOI DE LA  
QUESTION AU COMITÉ PERMANENT

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. A-t-il reçu un rapport ou est-il instruit des difficultés croissantes avec lesquelles les voyageurs sont aux prises à l'aéroport

### Questions orales

international de Toronto par suite du conflit qui oppose le service de limousines et les services de taxis privés? Dans l'affirmative, que compte-t-il faire pour mettre fin au conflit?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je suis au courant de cette situation très difficile. Des fonctionnaires fédéraux ont présentement des entretiens avec leurs homologues provinciaux en vue de résoudre ce problème.

**M. Gilbert:** Le ministre voudrait-il saisir le comité permanent des transports et des communications de ce problème afin que celui-ci puisse l'étudier en profondeur et soumettre au ministre les recommandations appropriées?

**M. Marchand (Langelier):** Si personne ne réussit à régler bientôt ce problème, sans doute est-ce là que se trouve la solution.

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE CAS DES ANCIENS COMBATTANTS AYANT SERVI  
OUTRE-MER ET PRÉSENTANT UNE DEMANDE DE PENSION

**M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Pour quelle raison le discours du trône ne fait-il pas état d'une mesure législative visant à mettre fin à la situation injuste faite aux anciens combattants qui ne peuvent pas faire valoir leur service outre-mer comme du temps passé au Canada lorsqu'ils présentent une demande de pension de vieillesse?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, je pense que le déroulement de cette session démontrera que de nombreux projets de loi, qui n'ont pas été précisément mentionnés dans le discours du trône, seront à l'avantage de tous les Canadiens. J'espère qu'un de ces projets de loi couvrira le cas mentionné par l'honorable député.

\* \* \*

[Traduction]

### LA FONCTION PUBLIQUE

LE CAS DES FONCTIONNAIRES À WHITEHORSE TOUCHANT  
L'ALLOCATION D'ISOLEMENT—LES INTENTIONS DU  
GOUVERNEMENT

**M. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Étant donné l'incertitude qui s'accroît chez plusieurs centaines de fonctionnaires à Whitehorse par suite d'une rumeur concernant la suppression de l'allocation d'isolement, le ministre peut-il leur assurer maintenant que le Conseil du Trésor n'envisage pas du tout cette mesure et que ces fonctionnaires continueront de toucher leur allocation d'isolement?

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, je suis heureusement au courant de cette question, car je viens de recevoir des renseignements du ministre responsable, mais nous n'avons pas encore conclu notre discussion.